

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2011 — 1509

[2011/202898]

- 3 JUIN 2011. — Décret modifiant le Code des droits de succession, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ainsi que le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 55bis du Code des droits de succession, inséré par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55bis. § 1^{er}. Est exempte des droits de succession et de mutation par décès :

a) la valeur des biens immobiliers repris dans le périmètre d'un site Natura 2000;

b) la valeur des biens immobiliers repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire, et pour lesquels les droits de succession et les droits de mutation par décès sont réputés localisés en Région wallonne.

§ 2. Les exemptions doivent faire l'objet d'une déclaration écrite, datée et signée par tous les héritiers, légataires ou donataires, bénéficiaires desdites exemptions, et jointe à la déclaration de succession.

La déclaration d'exemption contient l'une des références suivantes :

1^o la référence au *Moniteur belge* de l'arrêté qui a désigné le bien immobilier comme site Natura 2000 en vertu de l'article 26, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2^o le code d'identification et le nom propre du site candidat au réseau Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature tels qu'ils sont repris dans les avis de la Région wallonne publiés au *Moniteur belge* respectivement le 30 juillet 2004 et le 23 février 2011 ainsi que les numéros des parcelles cadastrales comprises dans ledit site candidat, en mentionnant, le cas échéant, le pourcentage de la parcelle incluse dans celui-ci.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie communiquera à l'administration générale chargée du service de l'impôt au sein du Service public fédéral Finances, une liste reprenant l'ensemble des parcelles cadastrales reprises dans le périmètre des sites candidats au réseau Natura 2000 sis en Wallonie.

§ 3. L'exemption prévue au § 1^{er}, b), n'est maintenue que si les biens repris dans le périmètre du site candidat au réseau Natura 2000 sont finalement compris dans le périmètre d'un site désigné, par arrêté du Gouvernement, en qualité de site Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973. Cet arrêté de désignation sera transmis, par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, à l'administration générale chargée du service de l'impôt au sein du Service public fédéral Finances.

§ 4. Le droit dû, conformément aux articles 48 à 60ter, devient exigible à charge de tous les héritiers, légataires ou donataires, bénéficiaires de l'exemption prévue au § 1^{er}, b), à partir du moment où la condition du § 3 n'est pas remplie et ce, au plus tard le 13 mai 2014. Ce délai pourra être prorogé par le Gouvernement.

Dans ce cas, une nouvelle déclaration de succession au sens de l'article 37, 7^o, doit être déposée. »

Art. 2. Il est inséré un article 56bis dans le Code des droits de succession, rédigé comme suit :

« Art. 56bis. Le montant des droits de succession liquidé à charge de l'héritier, légataire ou donataire, en vertu de l'article 55bis, §§ 3 et 4, est réduit de 5 p.c. par année durant laquelle le régime de protection primaire a été appliqué aux biens qui étaient repris dans le périmètre du site candidat au réseau Natura 2000. »

Art. 3. Il est inséré un 7^o à l'article 37 du Code des droits de succession, rédigé comme suit :

« 7^o en cas de retrait de l'exemption prévue à l'article 55bis, § 1^{er}, b), en raison de la non intervention de l'arrêté de désignation au plus tard à la date ultime prévue au § 4 de l'article 55bis précité. »

Art. 4. Il est inséré un 8^o à l'article 38 du Code des droits de succession, rédigé comme suit :

« 8^o dans le cas prévu à l'article 37, 7^o, par tous les héritiers, légataires ou donataires ayant bénéficié de l'exemption prévue à l'article 55bis, § 1^{er}, b), au bureau de l'enregistrement du dépôt de la déclaration d'exemption prévue à l'article 55bis, § 2. »

Art. 5. Il est inséré un alinéa 6 à l'article 40 du Code des droits de succession, rédigé comme suit :

« En cas de retrait de l'exemption prévue à l'article 55bis, § 1^{er}, b), le délai pour la déclaration nouvelle prévue à l'article 37, 7^o, court à compter de la date de la décision informant tous les héritiers, légataires ou donataires ayant bénéficié de l'exemption que les biens repris dans le périmètre du site candidat au réseau Natura 2000 ne seront finalement pas compris dans le périmètre d'un site désigné en qualité de site Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 ou à défaut à compter de la date ultime pour l'obtention d'un arrêté de désignation, telle que prévue au § 4 de l'article 55bis. »

Art. 6. Il est inséré un article 131quinquies dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, rédigé comme suit :

« Art. 131quinquies. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 131, est exempte de droit de donation :

a) la valeur des biens immobiliers repris dans le périmètre d'un site Natura 2000;

b) la valeur des biens immobiliers repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire, et pour lesquels les droits de donation sont réputés localisés en Région wallonne.

§ 2. Les exemptions doivent faire l'objet d'une déclaration écrite, datée et signée par tous les donataires, bénéficiaires desdites exemptions, jointe à l'acte authentique de donation.

La déclaration d'exemption contient l'une des références suivantes :

1^o la référence au *Moniteur belge* de l'arrêté qui a désigné le bien immobilier comme site Natura 2000 en vertu de l'article 26, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2^o le code d'identification et le nom propre du site candidat au réseau Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature tels qu'ils sont repris dans les avis de la Région wallonne publiés au *Moniteur belge* respectivement le 30 juillet 2004 et le 23 février 2011 ainsi que les numéros des parcelles cadastrales comprises dans ledit site candidat, en mentionnant, le cas échéant, le pourcentage de la parcelle incluse dans celui-ci.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, communiquera à l'administration générale chargée du service de l'impôt au sein du Service public fédéral Finances, une liste reprenant l'ensemble des parcelles cadastrales reprises dans le périmètre des sites candidats au réseau Natura 2000 sis en Wallonie.

§ 3. L'exemption prévue au § 1^{er}, b), n'est maintenue que si les biens repris dans le périmètre du site candidat au réseau Natura 2000 sont finalement compris dans le périmètre d'un site désigné, par arrêté du Gouvernement, en qualité de site Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973. Cet arrêté de désignation sera transmis, par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, à l'administration générale chargée du service de l'impôt au sein du Service public fédéral Finances.

§ 4. Le droit dû, conformément aux articles 131 à 140 octies, devient exigible à charge de tous les donataires, bénéficiaires de l'exemption prévue au § 1^{er}, b), à partir du moment où la condition du § 3 n'est pas remplie et ce, au plus tard le 13 mai 2014. Ce délai pourra être prorogé par le Gouvernement.

Dans ce cas, lesdits donataires doivent présenter une déclaration, au bureau de l'enregistrement de dépôt de la déclaration d'exemption prévue au § 2, dans les quatre mois de la date de la décision informant tous les donataires ayant bénéficié de l'exemption précitée, que les biens repris dans le périmètre du site candidat au réseau Natura 2000 ne seront finalement pas compris dans le périmètre d'un site désigné en qualité de site Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 ou à défaut à compter de la date ultime pour l'obtention d'un arrêté de désignation, précitée.

La déclaration prescrite par le présent paragraphe mentionne l'acte authentique de donation ci-avant, la cause qui détermine la débition du droit de donation, et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt. Elle est signée par tous les donataires, bénéficiaires de l'exemption, et est réalisée en deux exemplaires dont l'un reste au bureau de l'enregistrement. »

Art. 7. Il est inséré un article 135bis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, rédigé comme suit :

« Art. 135bis. Le montant des droits liquidé à charge du donataire, en vertu de l'article 131quinquies, §§ 3 et 4, est réduit de 5 p.c. par année durant laquelle le régime de protection primaire a été appliqué aux biens qui étaient repris dans le périmètre du site candidat au réseau Natura 2000. »

Art. 8. L'article 253, 5^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001 et 22 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« 5^o des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire; ».

Art. 9. Le présent décret produit ses effets le 13 janvier 2011 à l'exception de l'article 8 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juin 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Note

(1) Session 2010-2011.

Documents du Parlement wallon, 380 (2010-2011), n°s 1 à 3.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 1^{er} juin 2011.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1509

[2011/202898]

3. JUNI 2011 — Dekret zur Abänderung des Erbschaftssteuergesetzbuches, des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren gesetzbuches sowie des Einkommensteuergesetzbuches hinsichtlich der Durchführung der Natura 2000-Regelung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 55bis des Erbschaftssteuergesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 55bis - § 1 - Wird von der Erbschaftssteuer und der Steuer auf den Nachlass befreit:

a) der Wert der Immobiliengüter, die sich im Umkreis eines Natura 2000-Gebietes befinden;

b) der Wert der Immobiliengüter, die sich im Umkreis eines um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets befinden, und der Regelung für den primären Schutz unterliegen, für welche die Erbschaftssteuer und die Steuer auf den Nachlass als in der Wallonischen Region lokalisiert gelten.

§ 2 - Die Befreiungen müssen Gegenstand einer schriftlichen, datierten und von den gesamten Erben, Vermächtnisnehmern oder Schenkungsempfängern, die Anspruch auf die besagten Befreiungen haben, unterzeichneten Erklärung sein, die der Erbfallanmeldung beizufügen ist.

Die Befreiungserklärung führt einen der folgenden Hinweise an:

1° die Angabe des *Belgischen Staatsblatts*, in dem der Erlass veröffentlicht wurde, laut welchem das Immobiliengut nach Artikel 26 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiet errichtet worden ist;

2° der Identifikationscode und der Eigename des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur kandidierenden Gebiets, so wie sie in den am 30. Juli 2004 bzw. 23. Februar 2011 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Bekanntmachungen der Wallonischen Region stehen, sowie die Nummern der Katasterparzellen, die sich in diesem um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiet befinden, ggf. unter Angabe des Prozentsatzes der Parzelle, der innerhalb dieses Gebiets liegt.

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätzung und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie übermittelt der Generalverwaltung, die mit dem Steuerdienst innerhalb des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen beauftragt ist, eine Liste mit den gesamten Katasterparzellen, die im Umkreis der um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiete liegen.

§ 3 - Die in § 1 b) vorgesehene Befreiung wird nur dann aufrechterhalten, wenn die Güter, die im Umkreis des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets liegen, letztendlich im Umkreis eines durch einen Erlass der Regierung als Natura 2000 bezeichneten Gebiets im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 befindlich sind. Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätzung und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie übermittelt diesen Bezeichnungserlass der Generalverwaltung, die mit dem Steuerdienst innerhalb des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen beauftragt ist.

§ 4. Die gemäß Artikeln 48 bis 60ter geschuldete Steuer wird zu Lasten aller Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die Anspruch auf die in § 1, b) vorgesehene Befreiung haben, ab dem Zeitpunkt einforderbar, wo die in § 3 genannte Bedingung nicht erfüllt ist, dies spätestens am 13. Mai 2014. Diese Frist kann von der Regierung verlängert werden.

In diesem Fall muss eine neue Erbfallanmeldung im Sinne von Artikel 37 7° eingereicht werden.»

Art. 2 - Ein Artikel 56bis mit folgendem Wortlaut wird in das Erbschaftssteuergesetzbuch eingefügt:

«Art. 56bis - Der Betrag der Erbschaftssteuer, der kraft Art. 55bis, § 3 und § 4 zu Lasten des Erben, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers festgestellt wird, wird um 5% für jedes Jahr herabgesetzt, während dessen die Regelung für den primären Schutz auf die Güter angewandt werden ist, die im Umkreis des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets befindlich waren.»

Art. 3 - Eine Nr. 7° mit folgendem Wortlaut wird in Artikel 37 des Erbschaftssteuergesetzbuches eingefügt:

«7° im Falle des Widerrufs der in Artikel 55bis, § 1 b) vorgesehenen Befreiung wegen der Nichtwirkung des Bezeichnungserlasses spätestens am in vorgenanntem Artikel 55bis, § 4 vorgesehenen äußersten Termin.»

Art. 4 - Eine Nr. 8° mit folgendem Wortlaut wird in Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches eingefügt:

«8° im in Artikel 37 7° vorgesehenen Fall, durch alle Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die Anspruch auf die in Artikel 55bis, § 1 b) vorgesehene Befreiung gehabt haben, beim Registrierungsbüro, wo die in Artikel 55bis, § 2 vorgesehene Befreiungserklärung eingereicht worden ist.»

Art. 5 - Ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut wird in Artikel 40 des Erbschaftssteuergesetzbuches eingefügt:

«Im Fall des Widerrufs der in Artikel 55bis, § 1 b) vorgesehenen Befreiung läuft die Frist für die neue, in Artikel 37 7° vorgesehene Erklärung ab dem Tag des Beschlusses, durch den alle Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die Anspruch auf die Befreiung gehabt haben, darüber informiert werden, dass die Güter, die sich im Umkreis des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets befinden, letztendlich nicht in den Umkreis eines als Natura 2000-Gebiet bezeichneten Gebiets im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgenommen werden, oder aber ab der äußersten Frist für die Erlangung eines Bezeichnungserlasses wie in Artikel 55bis, § 4 vorgesehen.»

Art. 6 - Ein Artikel 131quinquies mit folgendem Wortlaut wird in das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren gesetzbuch eingefügt:

«Art. 131quinquies - § 1 - Wird in Abweichung von Artikel 131 von der Schenkungssteuer befreit:

a) der Wert der Immobiliengüter, die sich im Umkreis eines Natura 2000-Gebietes befinden;

b) der Wert der Immobiliengüter, die sich im Umkreis eines um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets befinden und der Regelung für den primären Schutz unterliegen, für welche die Schenkungssteuer als in der Wallonischen Region lokalisiert gilt.

§ 2 - Die Befreiungen müssen Gegenstand einer schriftlichen, datierten und von den gesamten Schenkungsempfängern, die Anspruch auf die besagten Befreiungen haben, unterzeichneten Erklärung sein, die der authentischen Schenkungsurkunde beizufügen ist.

Die Befreiungserklärung führt einen der folgenden Hinweise an:

1° die Angabe des *Belgischen Staatsblatts*, in dem der Erlass veröffentlicht wurde, laut welchem das Immobiliengut nach Artikel 26 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als Natura 2000-Gebiet errichtet worden ist;

2° der Identifikationscode und der Eigename des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur kandidierenden Gebiets so wie sie in den am 30. Juli 2004 bzw. 23. Februar 2011 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Bekanntmachungen der Wallonischen Region stehen, sowie die Nummern der Katasterparzellen, die sich in diesem um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiet befinden, ggf. unter Angabe des Prozentsatzes der Parzelle, der innerhalb dieses Gebiets liegt.

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätzung und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie übermittelt der Generalverwaltung, die mit dem Steuerdienst innerhalb des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen beauftragt ist, eine Liste mit den gesamten Katasterparzellen, die im Umkreis der um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden, in der Wallonie befindlichen Gebiete liegen.

§ 3. Die in § 1 b) vorgesehene Befreiung wird nur dann aufrechterhalten, wenn die Güter, die im Umkreis des um die Aufnahme in das Natura 2000 kandidierenden Gebiets liegen, letztendlich im Umkreis eines durch einen Erlass der Regierung als Natura 2000 bezeichneten Gebiets im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 befindlich sind. Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätzung und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie übermittelt diesen Bezeichnungserlass der Generalverwaltung, die mit dem Steuerdienst innerhalb des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen beauftragt ist.

§ 4. Die gemäß Artikeln 131 bis 140 octies geschuldete Steuer wird zu Lasten aller Schenkungsempfänger, die Anspruch auf die in § 1 b) vorgesehene Befreiung haben, ab dem Zeitpunkt einforderbar, wo die in § 3 genannte Bedingung nicht erfüllt ist, dies spätestens am 13. Mai 2014. Diese Frist kann von der Regierung verlängert werden.

In diesem Fall müssen die besagten Schenkungsempfänger eine Erklärung einreichen beim Registrierungsbüro, wo die in § 2 vorgesehene Befreiungserklärung eingereicht worden ist, dies binnen vier Monaten ab dem Tag des Beschlusses, durch den alle Schenkungsempfänger, die Anspruch auf die vorgenannte Befreiung gehabt haben, darüber informiert worden sind, dass die Güter, die sich im Umkreis des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets befinden, letztendlich nicht in den Umkreis eines als Natura 2000-Gebiet bezeichneten Gebiets im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 aufgenommen werden, oder aber ab der vorgenannten äußersten Frist für die Erlangung eines Bezeichnungserlasses.

Die durch den vorliegenden Paragraphen vorgeschriebene Erklärung führt die vorgenannte authentische Schenkungserklärung, die Ursache, die die Erhebung der Schenkungssteuer bestimmt, und alle Elemente, die für die Feststellung der Steuer notwendig sind, an. Sie wird von allen Schenkungsempfängern, die Anspruch auf die Befreiung haben, unterzeichnet, und in zwei Ausfertigungen ausgestellt, von denen eine im Einregistrierungsbüro aufbewahrt wird.»

Art. 7 - Ein Artikel 135bis mit folgendem Wortlaut wird in das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren gesetzbuch eingefügt:

«Art. 135bis - Der Betrag der Steuer, der kraft Art. 131 quinque, § 3 und § 4 zu Lasten des Schenkungsempfängers festgestellt wird, wird um 5% für jedes Jahr herabgesetzt, während dessen die Regelung für den primären Schutz auf die Güter angewandt worden ist, die im Umkreis des um die Aufnahme in das Netz Natura 2000 kandidierenden Gebiets befindlich waren.»

Art. 8 - Artikel 253 5° des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001 und 22. Oktober 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

«5° der in der Wallonischen Region befindlichen Immobiliengüter, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebietes oder eines Forstschutzgebietes befindlich sind, oder im Umkreis eines um die Aufnahme in das Netz Natura-2000 kandidierenden Gebiets befindlich sind und der Regelung für den primären Schutz unterliegen;».

Art. 9 - Das vorliegende Dekret wird am 13. Januar 2011 wirksam, mit Ausnahme des Artikels 8 der am 1. Januar 2012 in Kraft tritt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Juni 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2010-2011

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 380 (2010-2011), Nrn. 1 bis 3
Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 1. Juni 2011
Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2011 — 1509

[2011/202898]

3 JUNI 2011. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van successierechten, het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, evenals het Wetboek van inkomstenbelastingen voor wat betreft de uitvoering van de Natura 2000-regeling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 55bis van het Wetboek van successierechten, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden alsook de wilde fauna en flora, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 55bis. § 1. Vrijgesteld wordt van de successierechten en rechten bij overdracht door overlijden :

a) de waarde van de onroerende goederen opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-gebied;

b) de waarde van de onroerende goederen opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling en waarvoor de successierechten en de rechten bij overdracht door overlijden geacht worden in het Waalse Gewest gelegen te zijn.

§ 2. De vrijstellingen dienen het voorwerp uit te maken van een schriftelijke verklaring, gedateerd en ondertekend door alle erfgenamen, legatarissen of begiftigden van die vrijstellingen, die gevoegd moet worden bij de aangifte van nalatenschap.

De verklaring van vrijstelling bevat één van de volgende verwijzingen :

1° de verwijzing naar de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot aanwijzing van het onroerend goed als Natura 2000-gebied krachtens artikel 26, § 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

2° de identificatiecode en de eigennaam van de site die in aanmerking komt als Natura 2000-gebied in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud zoals vermeld in de berichten van het Waalse Gewest bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* respectievelijk op 30 juli 2004 en 23 februari 2011, evenals de nummers van de kadastrale percelen in het in aanmerking komend gebied met in voorkomend geval vermelding van het percentage van het gebied dat in het netwerk besloten ligt.

Het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst zal het algemeen bestuur belast met de belastingdienst in de Federale Overheidsdienst Financiën een lijst mededelen van de gezamenlijke kadastrale percelen opgenomen in de omtrek van de gebieden die voor Natura 2000 in aanmerking komen, gelegen in Wallonië.

§ 3. De vrijstelling bedoeld in § 1, b), wordt enkel behouden als de goederen die opgenomen worden in de omtrek van de site die voor het Natura 2000-netwerk in aanmerking komt uiteindelijk opgenomen worden in de omtrek van een gebied aangewezen bij regeringsbesluit als Natura 2000-gebied in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. Dat aanwijzingsbesluit wordt door het Overkoepelend Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst overgemaakt aan het algemeen bestuur belast met de belastingdienst bij de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 4. Het overeenkomstig de artikelen 48 tot 60ter verschuldigde recht wordt eisbaar voor alle erfgenamen, legatarissen of begiftigden die het voordeel van de vrijstelling bedoeld in § 1, b), genieten vanaf het ogenblik waarop de voorwaarde van § 3 niet vervuld is, en uiterlijk op 13 mei 2014. Die termijn kan door de Regering verlengd worden.

In dat geval dient er een nieuwe aangifte van nalatenschap in de zin van artikel 37, 7°, te worden ingediend. »

Art. 2. Er wordt een artikel 56bis ingevoegd in het Wetboek van successierechten, luidend als volgt :

« Art. 56bis. Het bedrag van de successierechten, vereffend ten laste van de erfgenaam, de legataris of de begiftigde krachtens artikel 55bis, §§ 3 en 4, wordt met 5 p.c. verminderd per jaar waarin de primaire beschermingsregeling toegepast is op de goederen opgenomen in de omtrek van de site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk. »

Art. 3. Er wordt een 7° in artikel 37 ingevoegd van het Wetboek van successierechten, luidend als volgt :

« 7° in geval van intrekking van de vrijstelling bedoeld in artikel 55bis, § 1, b), wegens het niet-genomen worden van het aanwijzingsbesluit uiterlijk op de uiterste datum bedoeld in § 4 van voornoemd artikel 55bis. »

Art. 4. Er wordt een 8° in artikel 38 ingevoegd van het Wetboek van successierechten, luidend als volgt :

« 8° in het geval bedoeld in artikel 37, 7°, door alle erfgenamen, legatarissen of begiftigden die het voordeel genieten van de vrijstelling bedoeld in artikel 55bis, § 1, b), in het registratiekantoor waar de verklaring van vrijstelling bedoeld in artikel 55bis, § 2, wordt ingediend. »

Art. 5. Er wordt een lid 6 in artikel 40 ingevoegd van het Wetboek van successierechten, luidend als volgt :

« In geval van intrekking van de vrijstelling bedoeld in artikel 55bis, § 1, b), gaat de termijn voor de nieuwe aangifte bedoeld in artikel 37, 7°, in te rekenen van de datum van de beslissing waarbij alle erfgenamen, legatarissen of begiftigden die het voordeel van de vrijstelling genieten erover ingelicht zijn dat de goederen opgenomen in de omtrek van de site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk uiteindelijk niet besloten liggen in de omtrek van een gebied aangewezen als Natura 2000-gebied in de zin van de wet van 12 juli 1970 of, bij ontstentenis, te rekenen van de uiterste datum voor het verkrijgen van een aanwijzingsbesluit zoals bedoeld in § 4 van artikel 55bis. »

Art. 6. Er wordt een artikel 131quinquies ingevoegd in het Wetboek van successie-, hypotheek en griffierechten, luidend als volgt :

« Art. 131quinquies. § 1. In afwijking van artikel 131 wordt vrijgesteld van het schenkingsrecht :

a) de waarde van de onroerende goederen opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-gebied;

b) de waarde van de onroerende goederen opgenomen in de omtrek van een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling en waarvoor de schenkingsrechten geacht worden in het Waalse Gewest gelegen te zijn.

§ 2. De vrijstellingen dienen het voorwerp uit te maken van een schriftelijke verklaring, gedateerd en ondertekend door alle begiftigden van die vrijstellingen, die gevoegd moet worden bij de authentieke schenkingsaangifte.

De verklaring van vrijstelling bevat één van de volgende verwijzingen :

1° de verwijzing naar de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot aanwijzing van het onroerend goed als Natura 2000-gebied krachtens artikel 26, § 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

2° de identificatiecode en de eigennaam van de site die in aanmerking komt als Natura 2000-gebied in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud zoals vermeld in de berichten van het Waalse Gewest bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* respectievelijk op 30 juli 2004 en 23 februari 2011, evenals de nummers van de kadastrale percelen in het in aanmerking komend gebied met in voorkomend geval vermelding van het percentage van het gebied dat in het netwerk besloten ligt.

Het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst zal het algemeen bestuur belast met de belastingdienst in de Federale Overheidsdienst Financiën een lijst mededelen van de gezamenlijke kadastrale percelen opgenomen in de omtrek van de gebieden die voor Natura 2000 in aanmerking komen, gelegen in Wallonië.

§ 3. De vrijstelling bedoeld in § 1, b), wordt enkel behouden als de goederen die opgenomen worden in de omtrek van de site die voor het Natura 2000-netwerk in aanmerking komt uiteindelijk opgenomen worden in de omtrek van een gebied aangewezen bij regeringsbesluit als Natura 2000-gebied in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud. Dat aanwijzingsbesluit wordt door het Overkoepelend Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst overgemaakt aan het algemeen bestuur belast met de belastingdienst bij de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 4. Het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 octies verschuldigde recht wordt eisbaar voor alle begiftigden die het voordeel van de vrijstelling bedoeld in § 1, b), genieten vanaf het ogenblik waarop de voorwaarde van § 3 niet vervuld is, en uiterlijk op 13 mei 2014. Die termijn kan door de Regering verlengd worden.

« In dat geval dienen bedoelde begiftigden een aangifte in te dienen bij het registratiekantoor waar de verklaring van vrijstelling bedoeld in § 2 werd ingediend, binnen de vier maanden na de datum van de beslissing alle begiftigden die het voordeel van voornoemde vrijstelling genoten hebben erover ingelicht zijn dat de goederen opgenomen in de omtrek van de site die in aanmerking komt voor het Natura 2000 netwerk uiteindelijk niet besloten liggen in de omtrek van een gebied aangewezen als Natura 2000-gebied in de zin van de wet van 12 juli 1970 of, bij ontstentenis, te rekenen van de uiterste datum voor het verkrijgen van een aanwijzingsbesluit zoals bovenbedoeld.

De aangifte opgelegd bij deze paragraaf maakt melding van de authentieke schenkingsakte zoals bovenbedoeld, van de oorzaak van het verschuldigd zijn van het schenkingsrecht en van alle nodige bestanddelen voor de vereffening van de belasting. Ze wordt ondertekend door alle begiftigden die het voordeel van de vrijstelling genieten, wordt opgemaakt in twee exemplaren waarvan één in het registratiekantoor bewaard wordt. »

Art. 7. Er wordt een artikel 135bis ingevoegd in het Wetboek van successie-, hypotheek- en griffierechten, luidend als volgt :

« Art. 135bis. Het bedrag van de rechten, vereffend ten laste van de begiftigde krachtens artikel 131 quinque, §§ 3 en 4, wordt met 5 p.c. verminderd per jaar waarin de primaire beschermingsregeling toegepast is op de goederen opgenomen in de omtrek van het gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk. »

Art. 8. Artikel 253, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 6 december 2001 en 22 oktober 2003, wordt vervangen door wat volgt :

« 5° de onroerende goederen gelegen in het Waalse Gewest en opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor een Natura 2000-gebied of een bosreservaat of opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling; ».

Art. 9. Dit decreet heeft uitwerking op 13 januari 2011, behoudens artikel 8, dat in werking treedt op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 juni 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) Zitting 2010-2011.

Stukken van het Waals Parlement, 380 (2010-2011), nrs. 1 tot 3.

Besprekning.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 1 juni 2011.

Stemming.